



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Mariage-pour-tous-la-deception>

Dossier : le mariage homosexuel

# Mariage pour tous, la déception française

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2013 - N° 1140 - mars 2013 -

Date de mise en ligne : mardi 4 juin 2013

Date de parution : mars 2013

## **Description :**

Caroline Mécarry et Daniel Borrillo rappellent que la société française ne peut plus ignorer que couples et les parents de même sexe sont une réalité concrète.

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Ci-dessous, le texte évoqué dans l'article précédent. Il a pour auteurs : Caroline Mécarry qui est avocate, spécialiste notamment des questions d'homoparentalité, conseillère régionale EELV en Ile-de-France et qui vient de publier "L'Amour et la Loi" (éd.Alma) et Daniel Borrillo, qui est juriste, professeur de droit à l'Université de Paris Ouest.**

Nous aussi, nous avons envie de quitter la France. Non pas pour des raisons fiscales mais pour des raisons tenant à l'absence du respect des droits de l'Homme. Car la France qui a vécu une révolution, mis à terre la monarchie et proclamé la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, puis instauré la République, foule aux pieds les droits fondamentaux dont font partie les revendications légitimes des lesbiennes et des gays.

<dl class='spip\_document\_1217 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right;'>

Cette note, rédigée par des sociologues, des juristes, des psychiatres, des philosophes et des militants associatifs montre que seuls des motifs strictement idéologiques interdisent l'égalité des droits entre homos et hétéros. Contre les idées reçues, il s'agit ainsi de montrer que les couples et les parents de même sexe sont une réalité concrète de la société française que celle-ci ne peut plus se permettre d'ignorer et que leur exclusion des dispositifs institués d'alliance et de filiation leur pose une série de graves difficultés qui, elles, peuvent se révéler tout à fait dommageables.

Nous avons l'embarras du choix. Nous pouvons nous exiler par exemple au Canada, en Argentine, en Espagne, aux Pays-Bas, etc. Autant de pays qui ont ouvert le mariage, l'adoption et l'assistance médicale à la procréation à tous les couples indépendamment de leur orientation sexuelle. Nous avons envie de nous exiler dans l'un de ces pays qui nous respectent, qui respectent nos enfants, qui respectent chaque citoyen dans sa différence.

Nous avons envie de nous exiler dans un pays où nous n'aurons plus à entendre matin après matin, depuis des mois, à la radio, à la télé, dans les journaux, toutes ces affirmations homophobes qui témoignent d'une inculture profonde, tous ces préjugés appartenant à une époque et pourtant que l'on retrouve dans la bouche des hiérarques des Églises toutes obédiences confondues, tous ces discours émanant des représentants de l'UMP, le FN et l'UDI en ordre dispersé, qui instrumentalisent politiquement le débat.

Sans parler de ces pseudo-psychanalystes qui, s'ils pratiquaient sérieusement la clinique, se tairaient, tout simplement, au lieu de sortir trois âneries par minute. Quant aux philosophes de pacotille qui courent après une gloire médiatique éphémère mais ne savent pas penser car ils confortent la doxa la plus obscure, ils se condamnent, de facto, à l'oubli.

Nous avons envie de vivre dans un pays qui ne se pare pas d'une histoire révolutionnaire pour mieux fouler aux

pièdes le principe d'égalité entre les citoyens en maintenant une hiérarchie entre les sexualités, comme il a longtemps maintenu une hiérarchie entre les femmes et les hommes. Nous avons envie de vivre dans un pays qui rappelle aux Églises qu'elles doivent rester à leur place (la sphère privée de la croyance) et ne pas chercher à imposer, comme elles le font actuellement, leur vision du monde fondée sur des mythes, peut-être respectables, mais fort éloignés de la raison.

Nous avons envie de vivre dans un pays qui n'oublie pas que le mariage civil est une institution juridique qui a évolué dans le temps, et continuera de le faire, comme toute institution humaine, de sorte qu'il peut être ouvert aux couples de personnes de même sexe, tout comme peuvent l'être l'adoption ou l'assistance médicale à la procréation.

Nous avons envie de vivre dans un pays qui, à la fois, reconnaît les différences de sexe, de couleur et d'orientation sexuelle qui traversent toute société et qui, dans le même temps, refuse qu'elles puissent justifier des discriminations légales. Nous avons envie de vivre dans un pays dont les citoyens savent que les règles de filiation sont des constructions sociales qui n'ont rien à voir avec la nature, comme nous le rappelle l'anthropologie. Nous avons envie de vivre dans un pays qui fait de l'intérêt concret et réel pour les dizaines de milliers d'enfants, aujourd'hui élevés par un couple de femmes ou d'hommes une priorité en leur permettant d'avoir deux parents légaux - fussent-ils de même sexe - qui leur assurent sécurité et protection juridique comme le mérite tout enfant. Nous avons envie de vivre dans un pays qui sait que donner les mêmes droits à tous ses citoyens ne retire rien à ceux qui les ont déjà et permet de mesurer le degré de civilisation de cette société en fonction du traitement qu'elle réserve aux minorités.

Plutôt que de nous exiler, nous voudrions tellement que ce pays soit la France et pas un autre.

*Post-scriptum :*

Ce texte est publié sur le site : <http://yagg.com/2013/01/22/mariage-pour-tous-la-deception-francaise-par-caroline-mecary-et-daniel-borrillo/>